N° 95

"Pages actuelles"
(1914-1916)

Toute la France
pour
Toute la Guerre

PAR

Louis BARTHOU
Ancien Président du Conseil

Conférence faite à Genève le 26 juillet 1916



OUD ET GAY, EDITEURS
PARIS - BARCELONE

Toute la France
pour
Toute la Guerre

16

"Pages actuelles"
1914-1916



Toute la France pour Toute la Guerre

PAR

Louis BARTHOU
Ancien Président du Conseil

Conférence faite à Genève le 26 juillet 1916



BLOUD & GAY
Editeurs
PARIS, 7, Place Saint-Sulpice
Calle del Bruch, 35, BARCELONE
1916

Toute la France pour toute la Guerre

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 4 août 1914, M. Viviani, président du Conseil des ministres, après avoir rappelé les négociations, les propositions et les incidents qui avaient suivi l'attentat de Serajevo, se faisait l'interprète du sentiment national en affirmant une vérité qui est passée dans l'histoire. Il disait : *La France n'a pas voulu la Guerre.*

Dix-huit mois après, le général Galliéni, ministre de la Guerre, dans un discours que l'affichage, unanimement voté par le Sénat, portait à toutes les communes de France, affirmait, avec une sobriété égale, une vérité non moins forte. Il disait : *Maintenant la France veut la guerre.*

Il faut rapprocher ces deux déclarations, entre lesquelles il n'y a pas de contradiction, si l'on veut comprendre l'attitude et les sentiments, les desseins et les espérances de la France, et, pour tout dire, si l'on veut prendre la mesure exacte de l'âme française.

Non, la France n'a pas voulu la guerre.

Pendant quarante-trois ans, elle a porté à son flanc la blessure incurable que lui avait faite une amputation douloureuse. Elle souffrait, mais elle souffrait sans se plaindre, sans fatiguer le monde de ses doléances et sans le troubler par son impatience. Elle s'était tout de suite, courageusement, tranquillement, délibérément, mise à l'œuvre, pour panser ses plaies, pour relever ses ruines, pour refaire son armée, pour reconstituer son outillage industriel et économique, pour restaurer et développer ses finances.

La République, née de l'effondrement de l'Empire et de la vacance du pouvoir, avait été acceptée par le Pays comme une nécessité qui s'imposait, avant que ses réflexions et ses votes lui eussent donné la consécration d'une adhésion définitive. Dès le début, la République dut lutter pour s'organiser, pour se défendre, et comme les hommes qui avaient fondé la République avaient de ce régime ce sentiment qu'il ne pouvait pas être un vain mot et une simple étiquette collée sur des institutions anciennes, la République fit de la liberté la condition essentielle et le gage durable de son développement. Pendant des années, par des lois successives qui libérèrent la presse, les réunions, les associations, la République s'efforça d'organiser

la Liberté. D'autre part ses fondateurs et leurs successeurs, pénétrés de la nécessité d'assurer la suprématie du pouvoir civil, de l'ordre laïque et du droit démocratique, voulurent réaliser et développer la Démocratie dans la République.

Mais ne vous y trompez pas. Je me garderai bien d'apporter ici l'écho de polémiques anciennes. Elles sont éteintes en France, et je ne commettrai pas le sacrilège de prononcer à l'étranger des paroles que nous nous sommes interdites à nous-mêmes dans notre pays. Si je précise des faits et si j'évoque des dates, ce n'est pas dans une intention de provocation ou dans une pensée de récrimination, mais uniquement pour marquer devant vous par des traits rapides et précis la situation de la République et la situation de la France.

Donc, la République sépara l'Ecole de l'Eglise, comme quelques années plus tard elle sépara l'Eglise de l'Etat. Elle s'organisa en démocratie par les lois sur les Syndicats professionnels, sur les Accidents du travail, sur les Caisses des retraites ouvrières et paysannes. Au moment où se produisait l'agression que des paroles à la fois prudentes et énergiques ont flétrie tout à l'heure, la République s'occupait, par l'amélioration de son régime fiscal, d'introduire plus de justice dans la vie sociale.

Quand un régime dessine ainsi sa voie et prépare son avenir, quand il poursuit de telles destinées, il est, par nécessité et par devoir, un régime pacifique. Aussi je mets au défi l'historien le plus passionné ou le polémiste le plus partial d'établir qu'au cours de ces quarante-trois années, la République — je veux dire la France, qui se confond avec la République — que la France républicaine ait dit un mot, fait un geste, pris une initiative qui, d'une manière quelconque, ait risqué de troubler, de compromettre la sécurité et la paix de l'Europe.

Dès 1875, au moment où la France se reconstitue et donne au monde étonné le spectacle miraculeux de sa résurrection, une agression nouvelle se prépare contre elle. Bismarck redoute que son œuvre ne résiste pas. Il veut attaquer et achever la France. La Russie généreuse et l'Angleterre loyale ne permettent pas cet odieux attentat. La France est sauvée.

En 1887, un incident de frontière, un misérable incident de frontière, éclate. La France est dans son droit. Elle fait valoir ce droit avec tranquillité, avec sang-froid, avec force. Elle a à sa tête un président de la République qui est un juriste consommé, patient, loyal et habile. Le Droit triomphe de la force menaçante.

Puis, des années s'écoulent pendant lesquelles

la République et la France peuvent poursuivre leur destinée. Mais brusquement, sur le terrain choisi, habilement et perfidement choisi, les difficultés renaissent, les accidents et les incidents se succèdent. Le Maroc en est l'occasion.

C'est, en 1905, le voyage de l'empereur d'Allemagne à Tanger.

C'est, en 1906, la Conférence d'Algésiras où la France, confiante dans son droit, en obtient de l'Europe la reconnaissance.

C'est, en 1908, l'annexion à l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine. La France contribue à donner à la Russie les conseils de prudence, de modération, de sagesse, et j'ajoute d'abnégation, qui empêchent le conflit d'éclater.

C'est, en 1909, l'incident des déserteurs de Casablanca. J'avais à ce moment l'honneur de siéger dans les conseils du Gouvernement de mon pays et je peux dire, avec les témoignages déjà acquis à l'histoire, que la République, ce jour-là, comme au cours des quarante-trois années pendant lesquelles elle a eu la gestion des destinées de la France, sut concilier ce qu'elle devait à sa dignité et à son honneur avec ce qu'elle devait à la paix du monde. Une transaction intervint et le conflit fut évité.

En 1911, ce fut la provocation d'Agadir. Ayant la volonté de laisser parler les faits, qui

flits entre le capital et le travail. Nous avions une classe ouvrière, elle se désigne ainsi elle-même, qui était agitée, passionnée, ardente, et comme haletante. Elle ne croyait pas à la guerre au delà des frontières et elle préconisait à l'intérieur la lutte des classes... Ici encore, ne vous méprenez pas sur mes paroles. Vous verrez, tout à l'heure, que je sais rendre justice et hommage à tous ceux, de toutes classes, qui sont sur le front ou qui sont tombés pour le Pays, pour son honneur, pour sa dignité, pour son existence. Il n'en est pas moins vrai que les conflits étaient fréquents, les grèves nombreuses. Aussi, l'Allemagne, mal renseignée et peu psychologue, se disait que ce pays, divisé par tant de questions, par tant de conflits, par tant de passions, ne pourrait jamais se rapprocher, se réconcilier, s'unir dans une action nationale.

L'Allemagne se trompait. Elle était trompée.

Elle était trompée par ses espions. On peut, Messieurs, avoir la force, la brutalité, le poids, la pesanteur, mais l'esprit de finesse et l'esprit d'analyse dont Pascal a parlé ne sont pas donnés à tout le monde. C'est le châtiment de l'Allemagne que n'ayant eu ni l'esprit d'analyse ni l'esprit de finesse, elle ait commis des erreurs psychologiques sur les pays qui devaient se lever

contre ses intentions de domination et d'hégémonie.

Voici l'attentat de Serajevo. La France, tout de suite, n'en mesure pas la portée et n'en prévoit pas les conséquences. Il me souvient que dans l'après-midi du dimanche où nous connûmes à Paris l'assassinat de l'archiduc Ferdinand d'Autriche et de sa femme, j'étais chez un académicien éminent. Il avait réuni des hommes politiques, des hommes de lettres, des financiers, des amis personnels. On discutait, on supputait les chances, on évoquait le souvenir de l'Archiduc assassiné, ses passions, ses haines, et l'on se demandait ce que serait son successeur. On était porté à voir en lui, étant données certaines de ses origines, un élément de pacification européenne. Mais personne, parmi ces hommes de lettres, parmi ces hommes d'affaires et ces diplomates, personne ne se rencontrait pour dire que de l'incident de Serajevo la guerre pouvait naître.

Les jours s'écoulèrent. Lorsque l'Autriche-Hongrie adressa à la Serbie son menaçant ultimatum, on commença à comprendre. La France, toute la France, anxieuse et attentive, suivit avec une passion contenue, et au fond frémissante, tous les incidents qui se succédaient, la noble réponse de la Serbie, l'attitude de la

Russie, l'intervention de l'Angleterre. Quand la guerre fut déclarée par l'Allemagne à la Russie, la France comprit tout à fait. Pourtant, même à cette heure, même liée par un traité qu'elle avait la volonté et le devoir d'exécuter, même à cette heure suprême, la France donna au monde l'exemple du sang-froid, de la modération, de la prudence.

Le 2 août 1914, à 10 heures du matin, des patrouilles allemandes pénétraient sur le territoire français, jusqu'à 12 kilomètres. Un vaillant et courageux instituteur laïque adressait au commandant de la patrouille allemande la sommation de quitter le territoire qu'il avait violé. L'officier riposta par un coup de revolver. L'instituteur se défendit, il abattit son adversaire, il fut abattu à son tour. Ce fut la première victime française de la guerre. La guerre n'était pas encore déclarée ! Le gouvernement français poussait si loin la prévoyance, la modération, la sagesse, qu'il ordonnait aux troupes françaises de se retirer à quelques kilomètres en deçà de la frontière.

Pendant ce temps-là, ce sont les faits qui parlent, je les laisse parler, pendant ce temps-là, l'Allemagne avait déclaré l'état de guerre. Elle avait appelé ses réserves. Sur dix points au moins de la frontière, le territoire français

était envahi. Avant toute déclaration de guerre, un avion allemand survolait Lunéville et laissait tomber des bombes meurtrières.

La France attendait, patiente et frémissante.

L'ambassadeur d'Allemagne se promenait de la rue de Lille au quai d'Orsay, faisant plusieurs fois, dans le même jour, à pied, des trajets inutiles, espérant sans doute qu'il se rencontrerait là quelqu'un, dépourvu de sang-froid, pour faire un geste ou pour proférer une injure que l'on pourrait exploiter en prétexte contre la France.

L'ambassadeur d'Allemagne fit ses promenades au milieu de l'indifférence publique. Il n'y eut pas l'incident cherché. Et alors, comme on voulait la guerre, le 3 août, l'ambassadeur d'Allemagne apporta au chef du gouvernement français une déclaration disant que des aviateurs français avaient survolé la frontière, et qu'ils avaient jeté des bombes pour détruire la voie ferrée entre Nuremberg et certaines localités avoisinantes.

Il fallait un incident, il fut créé par une fausse dépêche. Ah ! on était hanté par le souvenir et par l'exemple de l'autre, du malfaiteur de génie, auquel du moins on ne peut pas refuser du génie.

Il avait, de toutes pièces, forgé la dépêche

d'Ems. Quelques années après il s'en faisait honneur devant son pays. Quel singulier pays où l'on peut se glorifier d'avoir altéré, fabriqué une dépêche pour déchaîner un conflit entre deux nations !

Donc, il y avait un précédent. A défaut du génie, on imita la forfaiture et le mensonge.

Non, les aviateurs français n'avaient pas survolé Nuremberg. A l'heure où je parle, des témoignages allemands ont confirmé la déclaration du chef du Gouvernement français.

Le 4 août, M. Viviani, président du Conseil des ministres, disait : « L'opinion européenne a déjà fait justice de ces inventions misérables. » Et, c'est l'opinion allemande, aujourd'hui, qui fait peu à peu justice de ces misérables inventions. Vous connaissez les déclarations qui, à deux reprises, ont été faites. De ces déclarations, qui émanent d'Allemands, qui sont publiées par des journaux allemands, je ne veux retenir qu'un passage, mais il est significatif et décisif. L'autorité municipale de Nuremberg écrit en effet à la date du 13 avril 1916 : « Le commandement par intérim du IIIe corps d'armée bavarois n'a nulle connaissance du fait que, avant ou après la déclaration de guerre, des bombes aient été jamais jetées par des aviateurs ennemis sur les lignes de Nuremberg-

Kessingen, Nuremberg-Ansbach. Toutes les affirmations et toutes les informations des journaux à ce sujet sont manifestement apparues comme fausses. »

C'est l'autorité municipale de Nuremberg qui parle, c'est le commandement par intérim du IIIe corps d'armée bavarois qui parle. Et alors, où est la vérité ? Où est le mensonge ?

Pourquoi a-t-on dit, le 3 août 1914, que des aviateurs français avaient survolé Nuremberg ?... Pourquoi a-t-on dit, le 3 août 1914, que des aviateurs français avaient essayé de détruire la voie entre Nuremberg-Kissingen et Nuremberg-Ansbach ?... Pourquoi l'Agence officieuse bavaroise l'a-t-elle écrit ?... Pourquoi la *Gazette de Cologne* l'a-t-elle répété ?... Pourquoi ?... Pourquoi ?...

Pourquoi M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne, parlant au nom de son pays, a-t-il déclaré dans un texte officiel que j'ai là, le 3 août 1914, au chef du Gouvernement français que ces faits étaient ceux pour lesquels l'Allemagne déclarait la guerre à la France ?... Pourquoi l'a-t-il dit, pourquoi a-t-il menti ?... Pourquoi M. de Bethmann-Hollweg l'a-t-il affirmé le lendemain à la tribune du Reichstag ? Pourquoi l'a-t-il dit, pourquoi a-t-il menti ? Aujourd'hui, on reconnait ce mensonge. C'est

la preuve évidente, significative, décisive, acquise à l'histoire, que la France ne voulait pas la guerre, et comme il fallait un prétexte, on l'a forgé de toutes pièces.

La France ne voulait pas la guerre.

Mais alors la France a compris qu'on voulait lui faire la guerre. Et quand je dis la France, c'est toute la France. De même, toute la France a compris ce qui se tramait contre la Belgique.

La déclaration de guerre à la France est du 3 août à 6 heures du soir. L'ultimatum de l'Allemagne à la Belgique est du 2 août au matin. La France avait mis sa signature en 1831 et en 1839 au bas d'un traité international qui consacrait à perpétuité la neutralité et l'inviolabilité de la Belgique.

L'Allemagne a demandé à la Belgique de passer. Elle déclare que si elle a le passage libre, elle paiera comptant tout ce qu'on prendra, et qu'on rendra à la Belgique les territoires provisoirement occupés. Là-dessus, Messieurs, je n'insisterai pas, car cette histoire, vous la connaissez, elle vous a été dite, et d'ailleurs vous l'avez vécue.

A ce moment, la Belgique répond par la protestation la plus noble. Elle dit que si son espoir est déçu, l'espoir que l'Allemagne ne violera pas la neutralité qu'elle a promis de con-

server et de défendre, le gouvernement belge est fermement décidé à repousser, par tous les moyens en son pouvoir, toute atteinte à son droit.

Retenez ce langage, retenez la déclaration belge. Voici une autre déclaration, celle de votre Conseil Fédéral du 3 août, le même jour : « En vertu du mandat spécial qui vient de lui être donné par l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral déclare formellement qu'au cours de la guerre qui se prépare, la Confédération Suisse maintiendra et défendra par tous les moyens dont il dispose la neutralité et l'inviolabilité de son territoire. »

Vous entendez, c'est le même jour, c'est le même langage, c'est la même situation.

Là-bas, le noble peuple belge dit : « Nous défendrons notre neutralité par tous les moyens en notre pouvoir ». Ici, le noble pays suisse dit : « Nous défendrons notre neutralité par tous les moyens dont nous disposons. » Une fois encore, même situation, même langage, même attitude.

Là-bas, à Bruxelles, un incident se produit. Des socialistes belges, de ceux qui s'étaient trompés, et qui, comme d'autres, ont noblement reconnu et réparé leurs erreurs, des socialistes belges interrogent à la Maison du Peuple des socialistes allemands. Les socialistes allemands

s'étonnent qu'on ne veuille pas laisser passer les armées allemandes, et comme les socialistes belges répondent que leur pays est engagé par une signature, par une parole d'honneur, un socialiste allemand, parlant au nom des autres et en son nom personnel, déclare que l'honneur, c'est de l'idéologie bourgeoise !

Heureusement non, l'honneur, ce n'est pas seulement de l'idéologie bourgeoise. L'honneur, c'est l'honneur pour tous. Quand on a mis sa signature au bas d'un papier, on est engagé par son devoir et par sa conscience, par son honneur. Et heureusement pour le développement de l'Humanité, heureusement pour cette dignité qui fait la force de la vie humaine et qui lui donne tout son prix, heureusement, l'honneur des nations ne diffère pas de l'honneur des individus.

Quand un individu, quand un citoyen, quand un homme privé manque à sa signature, on dit qu'il forfait à l'honneur. Il faut le dire quand un peuple manque à la signature qu'il a donnée. Il a forfait à son honneur.

Cet exemple, ce n'est pas la Suisse, ce n'est pas la Belgique qui l'ont donné. On les appelle des petits pays, des petits Etats, et ce sont sans doute ces petits Etats dont M. de Jagow, dans la conversation historique qu'il avait avec

M. Cambon, ambassadeur de France, disait qu'ils devaient disparaître de la carte du monde !

Non ! Messieurs, non, ils ne doivent pas disparaitre. Ils ont droit à l'existence, comme ils ont droit à l'honneur. La noble Belgique a le droit de vivre, elle a l'espérance certaine de revivre. La noble Suisse a le droit de vivre, elle vit, et il est heureux pour l'Humanité qu'il y ait un pays comme le vôtre, un pays aux sentiments nobles et généreux, un pays d'hospitalité large et féconde. Il est heureux pour les grands pays qu'il y ait de petits pays d'où viennent de grands exemples et de grandes leçons. La grandeur d'un pays ne se mesure pas à l'étendue de son territoire et à son appétit de conquêtes. La grandeur d'un pays se mesure à la noblesse de ses sentiments moraux, à sa fierté, à sa dignité, au souci qu'il a de son existence, de son indépendance et de la liberté des autres ! Et je suis certain que vous tiendrez pour un hommage la comparaison sincère que je fais entre la Belgique qui s'est défendue et la Suisse qui serait prête à se défendre.

Avec l'ultimatum à la Belgique, la France a compris. Toute la France a compris.

Un homme est alors assassiné, dont nous pouvions déplorer certaines erreurs, mais auquel nul parmi nous ne refusait l'hommage que méritaient

son talent oratoire, la probité de sa vie laborieuse et la grandeur de son désintéressement personnel. Pendant des années, j'ai eu, comme membre du gouvernement ou comme chef du gouvernement, la redoutable mission de répondre à la parole à la fois impétueuse et modérée, à la fois prudente et habile, de Jaurès, et je peux ce soir lui rendre un hommage auquel ma sincérité ne s'était jamais refusée pendant sa vie.

Jaurès est assassiné. Le président de la Chambre des députés, quand s'ouvre la séance du 4 août, prononce ces paroles, dont l'affichage est ordonné par l'Assemblée :

« Du cercueil de l'homme qui a péri martyr de ses idées sort une pensée d'union ; de ses lèvres glacées sort un cri d'espérance. Maintenir cette union, réaliser cette espérance, pour la patrie, pour la justice, pour la conscience humaine, n'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions lui rendre ? »

Toute l'Assemblée se lève et par cet hommage, la Chambre, dès ce moment, marque ses intentions et ses sentiments, elle prouve qu'elle est digne du grand devoir que la confiance de la France lui a imposé.

Et alors dans cette journée dont il me sera impossible de perdre le souvenir, dans cette journée dont je veux que la pensée vive tou-

jours en moi comme elle doit vivre dans le cœur de tous les Français, alors nous assistons au plus merveilleux des spectacles.

Pendant des années et pendant des années, nous avons été divisés, irrités, passionnés les uns contre les autres. Ces luttes politiques, ces luttes religieuses, ces luttes sociales que j'évoquais au début de cette conférence, nous ont opposés les uns aux autres, dans l'ardeur d'une lutte où nous apportions un idéal différent. Nous nous sommes méconnus, nous nous sommes attaqués, nous nous sommes injuriés. Et brusquement nous sentons le péril qui nous menace tous. La Patrie plane au-dessus de nous, elle nous convie, elle nous appelle. Elle nous crie d'être unis, de n'avoir d'ennemi que l'ennemi.

Je ne sais plus mon nom, je m'appelle Patrie.

Elle s'appelle la Patrie, elle nous appelle. Nous nous regardons avec des yeux nouveaux. Nous nous voyons comme nous ne nous étions pas vus. Nous nous étions méconnus, nous nous connaissons. Nous étions divisés, nous nous rapprochons. Nous nous demandons pourquoi ces violences, pourquoi ces disputes, pourquoi ces injures?... La Patrie est là. Quelle Patrie? La plus belle, la plus grande, la

France ! Quelle Patrie : Notre Mère ! Nous sommes ses fils divisés, déchirés, qui avons lutté les uns contre les autres. Elle est là, parmi nous, au-dessus de nous. Elle domine nos débats, elle éteint nos querelles, elle met nos mains dans nos mains, elle impose à nos cœurs éclairés et raffermis le devoir de vibrer ensemble. Son image nous guide, son langage nous émeut. A cet appel de la Patrie, à cet appel de notre Mère, de notre Mère à tous, nous nous reconnaissons comme des frères, nos cœurs vibrent à l'unisson, nous nous tendons la main, nous sommes unis dans l'amour et dans la défense de la France. Nous l'avons toujours aimée ! Nous sommes réconciliés pour dire que nous l'aimons jusqu'à tout sacrifier pour elle. C'est la vie menacée de notre Mère, c'est l'honneur menacé de notre Mère, qui nous dictent notre devoir. Nous faisons le serment sacré de nous dévouer tout entiers à elle jusqu'à la libération du territoire, de rester unis jusqu'à la fin de la lutte, de la vouloir tout entière, jusqu'à la victoire, jusqu'au bout. La France s'est levée, toute la France pour toute la Guerre !

Les premières défaites n'altèrent pas notre confiance et n'abattent pas notre courage.

La bataille de la Marne, l'immortelle bataille de la Marne, nous rend tous les espoirs. C'est

une lutte nouvelle qui s'engage, la lutte souterraine pour laquelle il ne semble pas que le tempérament français, fait de mouvement, d'élan et de passion, soit préparé. Et pourtant, cette lutte nous l'acceptons, nous la subissons, nous nous y faisons, et les soldats français montrent des qualités insoupçonnées de ténacité et d'endurance.

Ils défendent sur le sol français l'avenir de la France, à laquelle ils se donnent tout entiers. Ils n'ont plus qu'un seul drapeau : le drapeau tricolore. Ils n'ont plus qu'un chant national : la sublime *Marseillaise*, que vous avez applaudie tout à l'heure dans un mouvement d'émotion dont mon cœur de Français vous est profondément reconnaissant.

Il n'y a plus de distinctions politiques, il n'y a plus de confessions religieuses, il n'y a plus de luttes de classes. Les confessions religieuses, les divisions religieuses?... Mais les prêtres de toutes les confessions, de toutes les croyances, de tous les dogmes, ils vont au feu aux côtés des libres-penseurs! Entre les libres-penseurs et eux, entre les prêtres catholiques, les pasteurs protestants et les rabbins israélites, il n'y a plus de divisions, il n'y a qu'une émulation : celle du devoir, du courage, du sacrifice.

C'est là-bas, en Alsace, un pasteur protestant

qui amène au prêtre catholique des soldats catholiques qui veulent assister à la messe. C'est ailleurs un prêtre catholique qui dit les dernières prières sur la demande d'un protestant qui agonise. C'est ici un rabbin, appelé par un officier catholique qui meurt en demandant un crucifix. Le rabbin court, va, revient, rapporte des branches avec lesquelles il a créé l'image chère à la foi et au cœur du mourant et, au moment où il la lui tend, un éclat d'obus tue à la fois le capitaine catholique qui a demandé le symbole de son Dieu et le rabbin qui le lui a apporté.

Il en est ainsi partout. Les instituteurs et les prêtres donnent le même exemple admirable de tolérance, de bonne foi, de dévouement patriotique. Ils rivalisent dans une émulation d'héroïsme.

Voici des chiffres plus éloquents que toutes les paroles.

Il y a quelques jours, l'Enseignement, sous toutes ses formes, avait obtenu comme citations à l'ordre du jour : 3.000 ; comme Légion d'honneur : 170 ; comme Médailles militaires : 180.

Et voici d'un autre côté, que dis-je, du même côté puisque c'est toujours du côté de la France !

Religieux et prêtres, au 24 juillet 1916 : citations à l'ordre du jour : 1.702 ; médailles militaires : 136 ; légion d'honneur : 101.

Ecoutez maintenant cette lettre, écrite par un sergent à un capitaine :

« Mon capitaine,

« Je vous remercie de ce que vous avez fait pour moi et pour tous les autres de la compagnie. Je vous remercie de tout ce que vous faites pour vous faire aimer des hommes en étant bon pour eux et en montrant que vous les aimez. Je vous remercie de ce que vos hommes vous voient souvent, de ce que votre présence vient souvent leur rendre courage et ardeur et cela même la nuit, lorsque le temps est mauvais, même quand sifflent les balles et les obus.

« Je vous remercie de ce que vous dites aux hommes de se baisser, tout en regardant, vous, par-dessus la colline, car tout cela redonne courage aux soldats et rend la vie moins dure.

« Je ne vous dis pas cela pour vous flatter, c'est une chose qui ne sert à rien, mais je vous dis cela parce que je sais que cela donne courage aux blessés. »

Ce chef de compagnie, ce capitaine, est un instituteur laïque, fils d'instituteur. Et savez-vous qui lui adresse cette lettre admirable?... C'est un père jésuite. Le jésuite et l'instituteur laïque,

à côté l'un de l'autre, sur le même front, dans la même tranchée, pour l'honneur et pour la défense du pays : voilà la France, voilà toute la France !

D'autres, qui se sont donnés tout entiers, prolongent du fond de leur tombe leurs grands exemples par de grandes leçons. Ils ont agi. Laissons-les parler.

Cette élite intellectuelle du pays est digne de la si belle parole de Joinville. Quand il partait pour la Croisade, son cousin, le sire de Beaumont, lui disait :

« Vous vous en allez outre mer. Or, prenez garde au retour, car chevalier, ni pauvre, ni riche, ne peut revenir sans être honni, s'il laisse dans les mains du Sarrazin le tombeau de Notre-Seigneur en la compagnie duquel il est allé. » Il ne faut pas laisser là-bas des hommes du menu peuple, il faut que le menu peuple s'élève, par l'exemple, jusqu'à la leçon du sacrifice, qu'il comprenne et qu'il sache pourquoi il tombe et pourquoi il meurt !

Méditez, à côté de cet émouvant conseil, la réflexion si profonde d'un grand écrivain qui fut un bon soldat, Alfred de Vigny :

« Il faut que le sacrifice soit la plus belle chose de la terre, puisqu'il y a tant de beauté chez les hommes simples qui souvent n'ont pas

la pensée de leur mérite et le secret de leur vie. » S'ils n'ont pas la pensée de leur mérite, d'autres leur font comprendre ce mérite en leur apportant le secret de leur vie et en même temps hélas ! le secret de leur mort. Ecoutez.

Le capitaine Augustin Cochin a été blessé plusieurs fois. La dernière fois, comme il a un bras dans le plâtre, on lui dit qu'il a largement fait son devoir. Il est décoré de la Légion d'honneur et de la Croix de Guerre, il peut ne pas revenir au front, il peut rendre à l'arrière de réels services. Il répond par un mot d'une simplicité admirable : « Non, maintenant je peux repartir, j'ai un bon plâtre. »

Il part avec son « bon plâtre ». Il est capitaine, il aime ses soldats qui l'aiment et qui l'adorent, il les appelle, dans des lettres émouvantes de tendresse et de pitié, « ses braves biffins », « ses braves petits ». « On renvoie au front, dit-il, des hommes mal guéris, blessés trois ou quatre fois. Que voulez-vous qu'ils pensent si nous faisons autrement qu'eux ? Le bien que je peux leur faire vaut vraiment un bras. »

En voici un autre, un romancier dont le talent avait donné plus que des promesses. C'est Emile Clermont, l'auteur de *Laure*, un roman pénétrant et profond, délicat et tendre. Il est avec des

mineurs de Saint-Etienne. Que dit-il ?... « On éprouve plus de respect, à mesure qu'on a davantage de contact les uns avec les autres. Hommes du peuple, mineurs, on se souviendra qu'à chaque instant on en voyait sortir des héros. »

Celui-ci, quelques-uns parmi vous l'ont connu. Il était professeur de littérature française à l'Université de Fribourg. Là-bas dans les tranchées, où il se conduisait en vaillant soldat, il préparait la discussion de la thèse qu'il avait consacrée à la Religion de votre grand compatriote, Jean-Jacques Rousseau. Il attendait l'heure où il pourrait passer cette thèse en Sorbonne. Il avait l'espoir qu'il pourrait quitter la tranchée pour venir, pendant ses quelques jours de permission, en soutenir la discussion. Il me rappelle ce père de famille, mon ancien collègue à la Chambre des Députés, écrivant au doyen de la Faculté de Nancy : « Je vous envoie mon fils qui est sergent. Il s'est engagé à dix-sept ans. Il sort de la tranchée et veut passer son baccalauréat. Je vous demande de ne pas le garder trop longtemps, car il veut rentrer à son secteur, on a besoin de lui. »

Le jeune sergent passe son examen de baccalauréat, il le passe brillamment, il revient à son secteur. Quand son père reçoit la lettre de féli-

citations que le doyen de la Faculté de Nancy lui adresse, il répond simplement, noblement, douloureusement : « Je vous remercie, mon fils a fait son devoir, il est revenu dans son secteur, il a pris la direction de sa compagnie... Il est mort pour son pays. »

Maurice Masson est animé par le même sentiment ; « Je suis fort content, écrit-il, d'être où je suis, je serais désolé d'abandonner les braves gens qui, chaque jour, à côté de moi, risquent leur vie et souvent la donnent. Cette égalité dans le péril anonyme a quelque chose de fraternel qui est très salutaire. »

En voici un, sorti premier de l'Ecole Polytechnique, Xavier Roques. Il est sergent au 81e d'infanterie, il apprend la mort d'un de ses camarades, il écrit :

« Tu penses que ce n'est pas à proximité de l'ennemi que de semblables nouvelles peuvent abattre, pourtant je ne puis m'empêcher de songer au tribut que notre Ecole a payé et paiera encore. Je n'ai pas le moindre pressentiment... Les hommes marchent s'ils se sentent entraînés, s'ils voient le chef à la place que la décence, à défaut du réglement, lui assigne, c'est-à-dire à leur tête. Nous avons, nous, pour nous soutenir, ce que la plupart n'ont pas, une

force intérieure, une volonté, faite de notre éducation et de notre culture... »

Ecoutez ces mots maintenant, il n'y en a pas dans Plutarque et dans l'antiquité de plus simples et de plus beaux : « Nous sommes les riches, c'est à nous, s'il le faut, de payer. »

Comme sa famille s'inquiète, comme on désire qu'il substitue à son grade de sergent un grade de sous-lieutenant, avec l'espoir que des fonctions nouvelles l'exposeront moins à la mort, il répond : « Quelle raison aurais-je de me dérober ? Ne suis-je pas ici plus utile qu'ailleurs, n'avons-nous pas besoin de combattants, d'hommes entraînés ? »

Cette fraternité dans la tranchée, cette solidarité dans le devoir, cette union dans l'héroïsme, sont la leçon réconfortante de cette atroce guerre. Elles en prolongeront le bénéfice moral.

De semblables lettres foisonnent, elles abondent, j'en ai les mains pleines. En voici une que, récemment, un hasard m'a mise sous les yeux.

Ils sont quatre frères, l'un artiste peintre, l'autre capitaine, les deux autres dirigent une fonderie dans laquelle ils travaillent avec goût et passion à rénover la typographie française. Celui qui est le chef de la fonderie a quarante-trois ans. Il a réussi, à la suite de quels efforts et de

quelles démarches ! à passer de l'arrière au front et des cantonnements dans la tranchée. Il dit à sa femme, à ses enfants, sa joie d'y être.

Déjà, deux de ses frères sont tombés sur le champ d'honneur, le capitaine et le peintre. Il a, lui, sa femme et ses enfants, il a charge aussi d'œuvres sociales.

A quoi pense-t-il ? A ses ouvriers. Il ne veut pas rougir devant eux au retour. Il veut que son autorité patronale soit faite de l'exemple qu'il a donné. Il est prêt au sacrifice suprême, vers lequel s'exalte son devoir.

Dans la tranchée il fait la lecture à ses hommes, des hommes rudes et bons, dont il acquiert la confiance et le cœur. Il interrompt, pour leur lire quelques pages, la lettre qu'il écrit à sa femme. Après la lecture réconfortante, il prend le fusil pour répondre à l'attaque. Il tombe mort. Quelques jours après, le quatrième de ses frères tombait à son tour.

La vieille mère vit encore Elle est debout, intacte dans sa foi et dans son patriotisme. Si elle est brisée dans son âme de mère, la Française n'a pas bougé. Elle rappelle la mère héroïque de l'antiquité dont Jean-Jacques Rousseau a parlé dans l'*Emile*. « Une femme de Sparte avait cinq fils à l'armée et attendait des nouvelles de la bataille. Un ilote arrive,

elle lui en demande en tremblant. — Vos cinq fils ont été tués. — Vil esclave, t'ai-je demandé cela? Nous avons gagné la victoire. La mère court au Temple et rend grâce aux Dieux. » Les femmes de France ne rendent pas grâce aux Dieux, ce serait trop leur demander de n'être pas humaines! mais elles n'ont rien perdu de leurs espoirs, de leur courage, de leur confiance. Elles se sont données tout entières au Pays, en lui donnant ce qu'elles ont de plus cher, le sang de leur sang, la vie de leur vie, la chair de leur chair. Meurtries, mais intactes dans leur héroïsme patriotique, elles rendent grâce à la Patrie. C'est pour la Patrie, pour la France envahie, que leurs fils, leurs maris, leurs pères, leurs frères, leurs fiancés sont morts!

Les chefs sont admirables. Ils sont dignes des soldats qu'ils commandent. Ah! quels soldats, ceux de toute la France, pour toute la France! les soldats de la Marne et de l'Yser, les soldats de l'Artois et de la Champagne, les soldats des Vosges et de l'Alsace. Quelles pages d'héroïsme ils ont écrites! Et quels héros ont jamais, jamais, dépassé, que dis-je? égalé ceux de Verdun, jetés dans un enfer depuis le 22 février 1916, sans fléchir, sans perdre l'espoir, tout et tous à leur devoir, tout et tous à la France!

Les soldats de Verdun! Il n'y a pas dans la

langue française, il n'y a dans aucune langue des mots que l'on puisse égaler à la splendeur de leur héroïsme, à la fermeté de leur courage, à la vertu de leurs sacrifices. Les soldats de Verdun, les soldats qui ont sauvé la France à Verdun, et aussi l'Europe, et aussi le monde, il faut simplement, les mains jointes, s'agenouiller devant eux !

Toute la France, c'est la France de l'avant, mais c'est aussi la France de l'arrière. Oui, la France de l'arrière est admirable. Elle tient, elle souscrit aux emprunts, elle travaille, elle se prive ; elle est active, généreuse et bonne ; elle oublie ses misérables querelles, elle est unie, les citoyens sont des frères, associés aux mêmes tristesses, aux mêmes joies, à la fierté confiante des mêmes grandes espérances !

Cette France, si vous voulez la connaître, entrez avec moi au Secours National.

Le Secours National a été institué dès les premiers jours de la guerre. Qu'y voyez-vous ?... Toutes les grandes organisations et tous les grands corps de l'Etat y sont représentés, toutes les convictions, toutes les croyances, toutes les opinions, toutes les classes. L'archevêque de Paris Mgr Amette, le pasteur protestant Wagner, le grand rabbin Lévy siègent à côté les uns des autres. Là, je vois à gauche de la salle,

Jouhaux, le secrétaire de la C. G. T. ; Dubreuil, le secrétaire du parti socialiste révolutionnaire ; plus loin, pas très loin, les représentants de l'*Action Française*, MM. Pujo et Maurras, un peu plus loin la sœur de Déroulède. Ce sont les partis extrêmes, les socialistes et les nationalistes. Avant, ils descendaient dans la rue pour pousser des cris, faire du tapage et se porter des coups, M. Lépine, préfet de police les arrêtait, il siège aujourd'hui en face d'eux ! Ils s'occupent les uns et les autres des affaires de la France. Ils travaillent à répartir entre Français, Belges et Serbes, les 25 millions que leur a apportés la générosité publique.

Au Comité de Secours National nous n'avons jamais émis un vote. Toutes les décisions que nous avons prises, nous les avons prises à l'unanimité.

Un jour, nous avons reçu les représentants des cheminots. Le temps me fait défaut pour rendre justice à leur effort, l'un des plus magnifiques que la guerre ait provoqués. Tenez, un simple chiffre. Au 1er mai 1916, les cheminots, par des souscriptions prélevées sur leurs salaires, avaient atteint le chiffre de 4 millions 500.000 fr. Savez-vous l'usage que l'Union Nationale en a fait ? Elle a donné aux cheminots blessés ou prisonniers la somme de 722.774 fr. 25. Je cite

les chiffres et les centimes pour louer ainsi une comptabilité que le ministre de l'Intérieur a donnée en exemple. A côté de ces 700.000 fr. dont ils ont disposé pour eux, pour leur Fédération, les cheminots ont versé aux œuvres de guerre, c'est-à-dire aux œuvres de solidarité nationale qui s'étendent à tous les citoyens, la somme de 3.621.086 fr. 82. Et savez-vous ce qu'ils disent ? « Chacun à cette heure ne doit penser qu'au salut commun. Qu'au cri unanime de Vive la France, s'ajoute celui de Tout pour la France, pour le triomphe de ses armes, pour la sauvegarde de ses libertés ! »

Cette solidarité française des cheminots s'étend aux Belges, ils les reçoivent, ils les aiment, ils les traitent comme des frères.

Elle va de toute la France à toute l'armée. Ces jours derniers l'Académie française a adressé, dans un admirable ordre du jour, ses remerciements et son hommage aux soldats de Verdun. Les cheminots l'avaient devancée. Ils ont trouvé pour célébrer l'héroïsme de nos soldats des accents inoubliables.

Voici maintenant les postiers.

Au 30 juin 1916, par des versements sur leurs salaires, ils avaient recueilli la somme de 2.287.598 francs. Ainsi les cheminots et les ouvriers et employés des Postes ont à eux seuls

réuni des souscriptions qui s'élèvent au chiffre de 6 millions 700.000 francs.

J'ai été ministre des Travaux Publics et ministre des Postes. J'ai eu des grèves, j'ai eu à discuter avec les employés des Postes et les ouvriers des chemins de fer. Je les connais bien. Leur élan et leur générosité ne m'ont pas surpris. Et je ne leur fais pas l'injure de m'étonner de leur patriotisme.

Je me souviens que pendant une grève des Postes, je discutais les revendications des postiers avec un des leurs, un rédacteur, Montbrand, jeune homme éveillé, intelligent, à la parole agréable, à l'intelligence libre. Il était généreux, il était ardent. J'essayai un jour, dans un sentiment de confiance, de l'attacher à mon Cabinet, pour être plus près des postiers, pour mieux juger de leurs revendications, pour avoir auprès de moi un avocat renseigné de leur cause. Il me répondit : « Monsieur le ministre, je ne peux pas, je perdrais leur confiance et je ne pourrais ni vous servir ni les servir. »

Montbrand a dû faire des démarches répétées, pressantes, pour être envoyé sur le front. J'ai lu de lui une lettre émouvante. Enfin, Montbrand, le chef des revendications des postiers, Montbrand, associé au parti syndicaliste, réussit à s'évader de l'administration, mais il ne s'en

évade que pour tomber dans la mort. Oui, il est tombé face à l'ennemi, et je lui rends le même hommage et la même justice que tout à l'heure je rendais aux écrivains.

Ainsi toute la France, celle de l'avant et celle de l'arrière, la France de toutes les opinions, de toutes les conditions sociales, de toutes les confessions, de toutes les croyances, de tous les partis politiques, oui, toute la France, celle des femmes comme celle des hommes, voilà le spectacle que donne au monde mon cher et grand pays !

Je vous avais apporté l'état financier des trois sociétés qui constituent, à l'heure actuelle, la Croix-Rouge de France, pour vous montrer l'effort considérable réalisé pendant deux ans. Je n'ai pas le temps de vous lire ces chiffres, mais il y a des faits plus éloquents que les chiffres et dont se dégage le meilleur hommage aux femmes admirables de la Croix-Rouge.

En voici là, derrière moi, portant le costume d'infirmières, accueillies chez vous avec cette générosité, cette tendresse, ce sens de l'hospitalité que, nous Français, nous ne saurons jamais assez louer, et pour lesquels nous ne saurons jamais assez vous dire notre émotion et notre gratitude. Elle se donnent tout entières, du matin jusqu'au soir et du soir au matin,

elles se donnent aux blessés, à leurs plaies répugnantes, elles se donnent à des besognes dont elles n'ont pas l'habitude, dans le seul souci de faire du bien, de rendre service à la France, d'aider, de soulager, de consoler ses enfants, frappés et meurtris pour elle. Il y en a de toutes les conditions sociales. J'ai trouvé, dans des formations sanitaires, des femmes et des jeunes filles qui portent des noms illustres de l'ancienne France et, à côté d'elles, des jeunes filles qui sont nées du peuple. Entre elles, une fraternité touchante, une seule émulation : celle du devoir à accomplir.

Ce matin, grâce à la bienveillance de M. Ador, que je salue ici respectueusement au nom de l'humanité, j'ai visité les services, j'allais presque dire les ateliers où fonctionne la Croix-Rouge, — et je maintiens le mot : les ateliers de la bienfaisance internationale. J'ai admiré la complexité de son mécanisme. J'ai pu mesurer les services de cette prodigieuse institution. Et j'associe dans le même hommage la Croix-Rouge Internationale et toutes ces femmes, réunies sur cette estrade, qui représentent la France. Toute la France pour toute la Guerre !

Oui, pour toute la guerre !

Nous nous sommes fait à nous-mêmes un serment et, ce serment, nous le tiendrons. Nous

nous sommes promis à nous-mêmes, nous nous sommes juré, nous avons juré à la France d'aller jusqu'au bout. Nous irons jusqu'au bout.

Nous ne consentirons pas à des pourparlers qui seraient une abdication et une trahison. Nous ne voulons que de la paix par la victoire. Et nous voulons une victoire telle que les conditions imposées à l'ennemi assurent et maintiennent la paix de demain.

Nous ne voulons pas d'une paix d'abdication. Nous voulons une victoire de libération.

Oh! nous entendons bien ce qui se dit ailleurs. Le 13 juillet, le Grand Quartier général allemand communiquait à la *Gazette de l'Allemagne du Nord* une note publiée par tous les journaux.

« On ne saurait plus impudemment jouer de la vérité à l'occasion des communiqués qui racontent les victoires de la Somme. »

Est-il donc inexact de dire, dans un communiqué, qu'on a gagné 8 kilomètres quand très exactement on a gagné 8 kilomètres?

« Pourquoi ces excès?... Pour ramener dans leur propre armée... — c'est de nous que l'on parle — et chez le peuple lassé la vision de la Victoire, pour ranimer la confiance chancelante de leurs Alliés, pour éblouir les regards des neutres... »

Non, nous ne cherchons pas à éblouir les neutres. Nous leur disons simplement la vérité. Nous voulons convaincre les neutres par la seule force de la Vérité, du Droit et de la Justice.

Il y a des pays neutres où l'on ne pousse pas l'amour de la poésie jusqu'à exiger des rimes trop riches. Il y a des pays où l'on ne veut pas que le mot *neutre* rime avec le mot *pleutre*.

On dit que nos communiqués exagèrent et déforment la vérité pour ressaisir la confiance chancelante de nos Alliés! Quelle habile perfidie et quel sot espoir de croire qu'on va dresser les Alliés les uns contre les autres! On essaie de nous mettre en garde contre l'ambition de la Russie et contre la déloyauté de l'Angleterre. On nous dit que nous payons pour l'Angleterre avec le sang de nos soldats et que nous faisons pour elle, pour sa domination de demain, tous les frais de la guerre. Et l'on croit que nous allons nous laisser prendre à l'épaisseur grossière de ces mensonges, comme si nous ne savions pas l'appui décisif que les armées de la Russie apportent à la cause des Alliés, comme si l'on pouvait retirer la main loyale de la France de la main loyale de l'Angleterre, comme si l'Angleterre n'avait pas résisté aux sommations, aux invitations, aux menaces, aux promesses, comme si elle n'avait pas préféré la

guerre au déshonneur, et comme si elle ne poursuivra pas, pour son honneur et avec nous, la guerre jusqu'au bout !

Non, ces mensonges et ces perfidies ne prévaudront pas. L'union et la solidarité des Alliés sont intactes, indissolubles. Rien ni personne ne les brisera.

L'état major allemand prétend que les communiqués de l'état-major français exaltent des succès imaginaires « pour rallier chez nos peuples lassés et dans nos propres armées la foi dans la victoire... »

Qui trompe-t-on ici ?... La *Gazette de l'Allemagne du Nord* serait-elle, par hasard, un journal anglais, russe ou français ?... « Notre confiance dans la victoire, dit-elle, est encore la même qu'au début de la guerre. Tout découragement est une trahison, toute plainte est un crime. Ne mettez pas en danger le salut de la Patrie par vos querelles intestines. Notre peuple doit se demander, à cette heure, s'il a fait tout son devoir... » Est-ce que le *Lokal Anzeiger*, qui tient le même langage, qui a les mêmes appréhensions, qui met l'opinion en garde contre les mêmes périls de lassitude et de découragement, est un journal russe, anglais ou français ?... Est-ce que vous prenez pour un nom français, anglais ou russe cette *Deutsche Tages Zeitung*

qui secoue l'indifférence ou qui tente de dissiper les alarmes du peuple? Ah! certes non, ce ne sont pas les journaux anglais, ni les journaux français, ni les journaux russes qui tiennent ce langage. Il faut donc en conclure que ce n'est pas nous qui demandons au peuple s'il a fait tout son devoir. Il faut donc en conclure que ce n'est pas nous qui demandons au peuple s'il a encore confiance en la victoire. Il faut donc en conclure que ce n'est pas nous qui demandons au peuple et à l'armée s'ils éprouvent de la lassitude. Non, non... Nous ne ressentons pas de la lassitude, notre foi est intacte, notre confiance est profonde. Nous sommes, nous resterons toute la France pour toute la guerre. Il n'est pas besoin qu'on nous mette en garde contre des divisions intestines qui seraient une trahison! Nous sommes unis, nous sommes forts, nous sommes fidèles à notre devoir, à notre honneur, aux obligations et aux espérances de la cause commune.

Nous avons dans notre armée une confiance que les événements grandissent. Nous avons dans la victoire une confiance qui prend de jour en jour le caractère d'une certitude et la force d'un dogme. Nous n'avons pas besoin, nous, qu'on nous supplie ou qu'on nous menace, pour rester unis, fermes, armés jusqu'au bout

Toute la France est dressée pour toute la Guerre ! Sans doute il y a des débats, des ordres du jour, une majorité et une minorité. Mais au fond, sur la guerre et pour la guerre, il n'y a qu'une opinion, comme il n'y a qu'une France ! Au cours des longues séances du Comité secret, il ne s'est pas rencontré un député, vous entendez bien, un seul député de France qui ait renié la France en demandant une paix prématurée, une paix incertaine, une paix précaire. Que dis-je ? Il ne s'en est pas rencontré un seul pour prononcer le mot de paix.

Ah ! non, il ne faut pas compter sur des divisions ! Il ne faut pas compter sur la désertion de l'honneur national ! M. de Bethmann-Hollweg, puisqu'il faut l'appeler par son nom, disait, il y a quelques mois, à la tribune du Reichstag — et l'on s'étonne de ces affirmations grossières — M. de Bethmann-Hollweg disait que la prétention de la France à l'hégémonie avait déterminé et prolongeait la guerre. M. de Bethmann-Hollweg se trompe. La France a prouvé, par toute son histoire, et la République a montré, par les quarante-quatre années que j'ai esquissées devant vous, qu'elles n'avaient pas une telle prétention à l'hégémonie. Mais la France et la République ont montré en même temps qu'elles prétendaient, parce qu'elles en

ont le droit, à l'existence — et entendez-le bien, nobles citoyens de la grande Suisse — à leur existence tout entière. On n'existe pas tout entier quand on a été amputé, quand on a été mutilé, quand deux membres, deux provinces, ont été arrachés violemment du corps national, du sol national !

Nous voulons vivre, dans une vie restaurée, reconstituée, intégrale. Nous voulons reprendre ce qui nous a été volé... Nous ne comprenons pas que l'on dispose des peuples contre la volonté des peuples. Nous ne comprenons pas la France sans l'Alsace et sans la Lorraine. Et nous ne comprenons pas la victoire française sans l'Alsace et sans la Lorraine.

Il y a quelques années, la Ligue pangermaniste appelait le peuple allemand un peuple de maîtres. Nous ne voulons pas être, nous ne serons pas les esclaves de ces maîtres. Nous ne serons les esclaves de personne.

Nous sommes du pays de Vauvenargues qui a dit :

« La guerre est moins onéreuse que la servitude. »

Nous avons accepté la guerre pour échapper à la servitude. Nous poursuivrons la guerre pour rendre la servitude à jamais impossible. Nous nous battons pour nous libérer, pour

libérer le droit européen et, laissez-moi l'ajouter dans toute la fermeté de ma conscience, pour libérer le droit humain. Ce sont des droits et des devoirs avec lesquels on ne transige pas. Plutôt mourir que servir! La France ne mourra pas. Elle veut vivre. La France ne servira pas. Elle veut vaincre. Elle est *toute la France pour toute la Guerre*. Elle est *toute la France pour toute la Victoire !*

M. Louis Barthou, salué par des applaudlssements répétés et des acclamations enthousiastes qui déchaînent une ovation formidable, se lève et dit :

Je vous remercie profondément de vos applaudissements. Je les accepte comme j'en ai accepté d'autres aujourd'hui parce que je sais à qui ils s'adressent et où ils vont. Par-dessus ma personne, ils vont à la France.

J'ai compris aujourd'hui, et je l'ai dit, comment vous pouviez et comment vous saviez associer les devoirs rigoureux de la neutralité avec l'élan du cœur et avec la liberté inaliénable de votre sympathie.

Vous êtes un pays neutre. Je ne suis pas neutre, moi, je suis Français et je crie de toute mon âme : *Vive la France.*

PARIS
IMPRIMERIE ARTISTIQUE " LUX
131, boulevard Saint-Michel.



